

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, «signalisation temporaire»,

Vu la décision 2023-043 du 22 décembre 2023 portant détermination des tarifs municipaux pour l'année 2024,

Vu la demande de prorogation du 11 septembre 2024 de l'entreprise ANDRE BTP, sise 10 Chemin Montplaisir – 44185 Nantes,

Considérant que l'entreprise ANDRE BTP souhaite prolonger l'occupation du domaine public avec un cloisonnement pour le chantier TRIPTYK situé boulevard Charles Gautier et à l'angle de la rue de la Garotterie à Saint-Herblain, du 18 octobre 2024 au 17 octobre 2025,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières durant cette opération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté proroge l'arrêté DPR-2023-1168 du 16 novembre 2024.

ARTICLE 2 : Du 18 octobre 2024 au 17 octobre 2025, l'entreprise **ANDRE BTP** est autorisée à occuper le domaine public avec un cloisonnement pour le chantier TRIPTYK, situé boulevard Charles Gautier et à l'angle de la rue de la Garotterie à Saint-Herblain,

Les mesures et conditions générales suivantes seront appliquées sur la voie précitée :

- mise en place d'un **cloisonnement de chantier de 116 m²** conformément au plan joint à la demande ;
- neutralisation de la zone piétonne et de la piste cyclable au droit du chantier ;
- mise en place d'une protection du revêtement et des bordures des espaces aménagés ;
- stationnement **INTERDIT** aux véhicules autres que ceux du chantier ;
- la déviation des piétons devra être faite dans sa totalité avec l'installation de panneaux à chaque extrémité du cloisonnement des 2 côtés de la voie pour garantir un cheminement sécurisé ;
- les cycles seront déviés sur l'axe principal de circulation avec un panneau B22 a ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation automobile ne devront être interrompus ;
- l'accès pour les livraisons devra être accompagné d'un agent de circulation pour garantir la sécurité des usagers ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

ARRÊTÉ :
DPR-2024-0898

OBJET :
Arrêté DPR-2024-0898
Prorogation de l'arrêté
DPR-2023-1168-
Réglementation en
matière de circulation
et de stationnement -
occupation du
domaine public -
cloisonnement
chantier TRIPTYK -
boulevard Charles
Gautier et angle
rue de la Garotterie -
du 18 octobre 2024
au 17 octobre 2025

Cette installation ne devra pas porter atteinte à la visibilité des usagers.

ARTICLE 3 : La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux propriétés riveraines ainsi que le passage des véhicules de secours, de transport en commun et de ceux assurant la collecte des déchets, seront maintenus en permanence.

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise **ANDRE BTP**. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992. Le présent arrêté devra être affiché sur site **48 heures** avant le début des travaux et sur le cloisonnement pendant toute la durée des travaux. **Un soin particulier sera apporté à la signalisation nocturne.**

ARTICLE 5 : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur le domaine public et imputable à l'intervention sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière du demandeur.

ARTICLE 6 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et la présente autorisation sera suspendue.

ARTICLE 7 : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 8 : L'occupation donnera lieu à la perception par la ville d'une redevance conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée en régie par les services municipaux de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant de **817,80 € par mois (116 m² x 7,05 €)** du fait de la mise en place d'un cloisonnement de chantier sur le domaine public. La tarification d'occupation du domaine public évoluera en 2025.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la ville.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 18 SEPTEMBRE 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

Reçu en préfecture de Nantes et publié le 18 septembre 2024